

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage **11.04.2024**

---

Thema	<b>Geld, Währung und Kredit</b>
Schlagworte	<b>Finanzmarkt</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Gesellschaftliche Debatte</b>
Datum	<b>01.01.1965 – 01.01.2023</b>

---

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Dürrenmatt, Nico  
Hirter, Hans  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Dürrenmatt, Nico; Hirter, Hans; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Geld, Währung und Kredit, Finanzmarkt, Gesellschaftliche Debatte, 1991 – 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 11.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Geld, Währung und Kredit	1
Finanzmarkt	1
Geldpolitik	2
Wettbewerbsfähigkeit	3
Banken	3

## Abkürzungsverzeichnis

<b>EFD</b>	Eidgenössisches Finanzdepartement
<b>BAFU</b>	Bundesamt für Umwelt
<b>FINMA</b>	Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>G20</b>	Gruppe der zwanzig wichtigsten Industrie- und Schwellenländer
<b>EG</b>	Europäische Gemeinschaft
<b>SIF</b>	Staatssekretariat für internationale Finanzfragen
<b>DLT</b>	Distributed Ledger Technology
<b>BankG</b>	Bankengesetz
<b>SBA</b>	Swiss Banking Association

---

<b>DFF</b>	Département fédéral des finances
<b>OFEV</b>	Office fédéral de l'environnement
<b>FINMA</b>	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>G20</b>	Groupe des vingt
<b>CE</b>	Communauté européenne
<b>SFI</b>	Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales
<b>DLT</b>	Distributed Ledger Technology
<b>LB</b>	Loi sur les banques
<b>ASB</b>	Association suisse des banquiers

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Geld, Währung und Kredit

#### Finanzmarkt

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 04.04.2016  
NICO DÜRRENMATT

Ab Anfang April 2016 sorgte ein internationales Journalistenkonsortium mit der Veröffentlichung einer riesigen Datenmenge, die bei der panamaischen Anwaltskanzlei Mossack Fonseca entwendet und den Medien zugespielt worden war, weltweit für Aufsehen. Die sogenannten **Panama Papers** belegten, dass zahlreiche Politiker und ihnen nahestehende Personen, darunter der britische Premier Cameron, der isländische Premier Gunnlaugsson und ein Freund von Russlands Präsident Putin, an Briefkastenfirmen beteiligt waren. Des Weiteren wurden Offshore-Konstrukte offenbar dazu verwendet, Geld aus kriminellen Machenschaften zu waschen und vor dem Fiskus zu verstecken.

Aus Schweizer Sicht besonders brisant war die Tatsache, dass auch Banken und Anwaltskanzleien aus der Schweiz in die Konstruktion und den Unterhalt von Briefkastenfirmen in Panama involviert waren. Dies rief alsbald die Politik auf den Plan: Die Linke forderte die Finma dazu auf, die gegenwärtige Geldwäscheriegelsetzung zu überprüfen. Insbesondere wurde als stossend erachtet, dass Anwälte nur dann dem Geldwäscheriegelsetz unterstehen und zu entsprechendem Verhalten verpflichtet sind, wenn sie direkten Zugriff auf die Finanzströme ihrer Kunden haben, nicht aber, wenn es sich lediglich um eine beratende Tätigkeit handelt. Ebenfalls infrage gestellt wurde die Regelung, wonach sich Anwälte anstatt durch die Finma auch von Selbstregulierungsorganisationen kontrollieren lassen können. Hingegen äusserten sich Politiker von FDP und SVP dahingehend, dass die bestehenden Gesetze, sofern korrekt und konsequent angewendet, ausreichend seien.<sup>1</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 23.06.2016  
NICO DÜRRENMATT

In seiner Stellungnahme auf entsprechende parlamentarische Vorstösse von links-grüner Seite machte der Bundesrat klar, dass er auch nach den Vorkomissen rund um die Veröffentlichung der Panama Papers nicht gedenke, zusätzliche **Anstrengungen gegen Offshore-Konstrukte und gegen Briefkastenfirmen** zu ergreifen. Die Regierung verwies stattdessen auf die bereits getroffenen Massnahmen in diesem Zusammenhang (Übernahme des Automatischen Informationsaustauschs) und plädierte für ein international abgestimmtes Vorgehen.<sup>2</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 17.01.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

**Daniela Stoffel** a été nommée à la tête du **Secrétariat d'État aux questions financières internationales**. Elle remplace Jörg Gasser qui a démissionné après seulement 21 mois d'activité.<sup>3</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 26.06.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que la Suisse s'est engagée pour le climat à travers l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 pour le développement durable, un groupe de travail, mené par le SFI, a été établi par le Conseil fédéral afin d'évaluer et de proposer des solutions pour le **développement de la finance durable en Suisse**. Ce groupe de travail aura comme objectif de permettre à la place financière helvétique d'être compétitive en matière de finance durable. Des nouveaux tests de compatibilité climatique pour renforcer la transparence seront notamment au cœur des travaux.<sup>4</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 13.09.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que de nombreuses banques, par exemple UBS ou la banque cantonale Genevoise (BCGE), commencent à **répercuter les taux négatifs sur leurs clients**, plusieurs économistes ont remis en question l'efficacité de cette politique monétaire. Cette stratégie qui vise à inciter les consommateurs à investir est dépendante des taux d'intérêts que les banques fixent pour des hypothèques. D'aucuns prétendent que cette manœuvre psychologique n'a qu'un impact faible. Certaines voix, par exemple, se sont élevées pour des relances budgétaires et veulent inciter les gouvernements à investir.<sup>5</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 06.12.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a confirmé son **engagement pour le développement de la finance durable en Suisse**. Après avoir créé un groupe de travail en juin 2019, le Conseil fédéral a précisé ses intentions. Il vise ainsi une publication systématique d'informations pour les clients de la finance durable, un renforcement de l'obligation de diligence et la prise en compte des effets climatiques lors des débats sur la stabilité des marchés financiers. Le Département fédéral des finances (DFF) et l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) travaillent ensemble sur cette thématique qui sera également un axe prioritaire pour la Suisse lors des discussions du G20 de 2020.<sup>6</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 26.06.2020  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a répété sa volonté de **positionner la Suisse comme centre mondial de la finance durable**. Dans cette optique, Ueli Maurer (DFF) a présenté 13 pistes. Il a cité par exemple une amélioration de la transparence pour lutter contre l'écoblanchiment d'argent, une meilleure évaluation du prix des risques ou encore une collaboration internationale. Par contre, aucune mesure contraignante n'a été présentée. D'un côté, l'Association suisse des banquiers (ASB) a salué le non-interventionnisme étatique au profit d'une allocation optimale du capital financier. D'un autre côté, les milieux écologiques, et notamment les Verts, ont pointé du doigt la naïveté du Conseil fédéral. Adèle Thorens (verts, VD) a indiqué que sans objectifs contraignants, une simple responsabilisation des acteurs ne serait pas suffisante pour respecter l'Accord de Paris.<sup>7</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 21.02.2022  
GUILLAUME ZUMOFEN

Les révélations sur les clients de Credit Suisse ont bousculé le secteur bancaire helvétique. Pour être précis, une fuite de données d'une source anonyme a permis à un consortium de journalistes, emmené par le Süddeutsche Zeitung, de mettre en lumière de nombreux clients autocrates, trafiquants de drogues et d'êtres humains, mais aussi criminels de guerre présumés chez Credit Suisse. Si ces révélations sont venues s'ajouter aux déboires du Credit Suisse, elles ont surtout attisé le débat au sein du secteur bancaire helvétique. D'un côté, certains experts estiment que ces révélations et ces pratiques appartiennent au passé et que de nombreuses réformes ont été menées au sein de la place financière helvétique. D'un autre côté, d'autres experts considèrent qu'il faut non seulement apprendre de ces révélations, mais que des efforts doivent encore être faits. Ces deux visions se sont affrontées dans la presse. En parallèle, les révélations des «**Suisse secrets**» ont braqué les projecteurs sur la liberté de presse en Suisse. En effet, selon l'article 47 de la loi sur les banques (LB), les journalistes risquent des poursuites pénales s'ils publient des données bancaires volées. Le débat s'est infiltré jusqu'au Parlement. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) a d'ores et déjà affirmé qu'elle mènerait prochainement des auditions sur la thématique de «**la liberté de presse sur les questions relatives à la place financière**» afin de déterminer si des adaptations légales devaient être entreprises.<sup>8</sup>

## Geldpolitik

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 18.06.2021  
GUILLAUME ZUMOFEN

Deux dimensions de la **politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS)** ont été scrutées dans la presse helvétique. D'un côté, la politique et les directives de la BNS en termes de **finance durable** ont été critiquées. Des investissements de la BNS, dans des entreprises actives sur le marché du charbon, ont notamment été pointé du doigt. D'un autre côté, plusieurs économistes ont mis en garde contre la tendance inflationniste. Pour sa part, la BNS, par la voix de son président Thomas Jordan, a indiqué se réjouir du retour timoré de l'**inflation** en Suisse. Des modifications majeures de la politique monétaire de la BNS, comme la suppression des taux négatifs, ne semblent donc pas au programme.<sup>9</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 26.11.1991  
HANS HIRTER

## Wettbewerbsfähigkeit

Der **Bundesrat anerkannte** in seiner Stellungnahme im Prinzip die **Notwendigkeit eines Abbaus der Stempelabgaben**. Von den über den Parlamentsbeschluss von 1990 hinausgehenden Anträgen akzeptierte er die Abschaffung der Emissionsabgabe auf Fondsanteilen. Die angespannte Lage der Bundesfinanzen bewog ihn aber, den Verzicht auf die Stempelsteuer bei Umstrukturierungen und Sitzverlegungen abzulehnen. Ebenfalls aus Sorge um den Bundeshaushalt beantragte er, zu erwartende Einnahmenausfälle nicht allein durch neue Finanzmarktsteuern für Inländer teilweise auszugleichen, sondern zur Kompensation auch das Versicherungsgeschäft beizuziehen.<sup>10</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 31.12.1991  
HANS HIRTER

Der **schweizerische Finanzmarkt** hat in den letzten Jahren **wesentlich an Attraktivität eingebüßt**. Eine wichtige Rolle spielte dabei die Deregulierungspolitik der meisten westeuropäischen Staaten. Dazu gehörte, namentlich in der EG, neben der Offnung der Finanzmärkte auch der Abbau von steuerlichen Belastungen auf Finanzmarktgeschäften. Um die Position der Schweiz wieder zu stärken hatte das Parlament im Vorjahr einer Revision des Stempelsteuergesetzes zugestimmt, welche wesentliche steuerliche Wettbewerbsnachteile des schweizerischen Marktes aufhob. Im Sinne eines politischen Kompromisses sollten freilich diese Beschlüsse nur im Rahmen einer gesamten Neuordnung der Bundesfinanzen Gültigkeit erlangen.

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 11.10.2016  
NICO DÜRRENMATT

## Banken

Gut drei Monate nach dem Fall BSI wurde eine weitere Schweizer Bank von ihren getätigten Geschäften im Zusammenhang mit dem malaysischen Staatsfonds 1MDB eingeholt: Die Zentralbank Singapurs entzog der **Privatbank Falcon** mit sofortiger Wirkung ihre Lizenz und verfügte damit deren Schliessung im Stadtstaat. Überdies verhängte sie eine Busse von umgerechnet rund CHF 3,7 Mio. gegen die Falcon. Der Bank wurden grobe Verfehlungen gegen die lokalen Geldwäschereibestimmungen sowie „unstatthaftes Verhalten“ vorgeworfen, was auf unkooperatives Verhalten bis hin zu Verschleierungsversuchen durch die Bank hindeutete. Auch die Schweizer Bankenaufsicht Finma wurde im Falle Falcon aktiv: Sie zog unrechtmässig erworbene Gewinne in der Höhe von CHF 2,5 Mio. ein, eröffnete Enforcement-Verfahren gegen zwei ehemalige Manager der Falcon, untersagte während dreier Jahre neue Geschäftsbeziehungen zu politisch exponierten Personen und verfügte Massnahmen, die die Unabhängigkeit des Verwaltungsrats der Bank verstärken sollten.

Tags darauf eröffnete zudem die Schweizerische Bundesanwaltschaft ein Strafverfahren gegen Falcon, weil der Verdacht bestand, dass die Bank zu wenig Vorkehrungen getroffen habe, um Geldwäschereidelikte rund um 1MDB zu verhindern.

Neben Falcon musste auch die UBS für ihre Vergehen im Fall 1MDB geradestehen: Die Behörden Singapurs verhängten gegen die Schweizer Grossbank eine Busse in der Höhe von umgerechnet knapp CHF 1 Mio., weil diese ihre Kontrollpflichten vernachlässigt habe.<sup>11</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 15.12.2018  
GUILLAUME ZUMOFEN

En s'appuyant sur des rapports relatifs à l'établissement de bases juridiques pour la Distributed Ledger Technologie (DLT) et la blockchain, et au risque de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme via des cryptoactifs, le Conseil fédéral a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'établir une **Lex Blockchain** spécifique. Au contraire, il estime que les nouvelles technologies doivent être intégrées dans la législation actuelle. Néanmoins, il considère que des adaptations ponctuelles doivent être établies, notamment dans le droit sur les marchés financiers, le droit bancaire et le droit de l'insolvabilité.<sup>12</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 13.04.2022  
GUILLAUME ZUMOFEN

L'ex-dirigeant de la banque **Raiffeisen Suisse, Pierin Vincenz**, a été **condamné à trois ans et neuf mois de prison**, ainsi qu'à une peine pécuniaire avec sursis de 280 jours-amende à CHF 3'000. La chute de cette figure emblématique de la finance helvétique, qui a fait de la banque Raiffeisen la troisième banque du pays, a occupé le haut de l'affiche dans les médias. Dans les faits, le ministère public accusait l'ex-banquier d'avoir effectué des montages financiers frauduleux, sur la période de 2007 à 2015. Au final, l'ex-dirigeant a été reconnu coupable de gestion déloyale, d'abus de confiance et de faux dans les titres. A l'inverse, les chefs d'accusation d'escroquerie et de

corruption passive n'ont pas été retenus par la justice zurichoise. Cette décision judiciaire ponctue ce polar médiatique. D'après les médias, cette condamnation semble tourner la page de la période faste du secteur bancaire helvétique. Période durant laquelle les contrats se signaient «autour d'une poignée de main» au détriment parfois des réglementations financières en vigueur. Seul le futur permettra de déterminer si cette affaire marque effectivement un virage à 360 dégrée, ou alors un simple détour, pour le couple justice et finance.<sup>13</sup>

---

- 1) TA, 11.4.16; NZZ, 23.4.16
- 2) TA, 24.6.16
- 3) LT, TA, 17.1.19
- 4) Communiqué de presse CF du 26.06.2019; BaZ, 2.8.19
- 5) LT, 9.9.19; BaZ, Blick, LT, NZZ, 13.9.19; NZZ, 14.9.19; LT, 17.9.19; NZZ, 18.9.19; AZ, BaZ, Blick, TA, 19.9.19; BaZ, CdT, NZZ, 20.9.19
- 6) Communiqué de presse du Conseil fédéral du 06.12.2019
- 7) LT, 9.6.20; CdT, 20.6.20; LT, 22.6.20; AZ, LT, NZZ, TG, 27.6.20
- 8) 24H, CdT, Lib, NZZ, TA, 21.2.22; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, NZZ, TA, 22.2.22; CdT, NZZ, 23.2.22; LT, NZZ, WOZ, 24.2.22; 24H, 25.2.22
- 9) Lib, NZZ, WOZ, 1.4.21; Blick, 17.5., 18.5.21; NZZ, 22.5.21; AZ, NZZ, 29.5.21; AZ, 12.6.21; AZ, LT, NZZ, 18.6.21; LT, 25.6.21
- 10) BBI, 1991, IV, S. 521 ff.
- 11) Bund, NZZ, 12.10.16; NZZ, 13.10.16
- 12) Rapport du NRA sur le Risque de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme par les crypto-assets du 1.10.18; Rapport sur le National Money Laundering and Terrorist Financing Risk Assessment du 1.2.13; Rapport sur les Bases juridiques pour la DLT et la blockchain du 14.12.2018.pdf; Rapport sur les Monnaies virtuelles du 25.6.14; AZ, Blick, LT, NZZ, ZGZ, 15.12.18
- 13) Blick, 4.1.22; SoZ, 9.1.22; LT, 15.1.22; SoZ, 16.1.22; Blick, WW, 20.1.22; Blick, Lib, 21.1.22; So-Bli, SoZ, 23.1.22; Blick, NZZ, 24.1.22; LT, NZZ, TA, 25.1.22; Blick, LT, NZZ, TA, 26.1.22; Blick, NZZ, WW, 27.1.22; AZ, Blick, NZZ, TA, 29.1.22; SoZ, 30.1.22; So-Bli, 6.2.22; Blick, 9.2.22; AZ, NZZ, TA, 10.2.22; NZZ, 18.2.22; AZ, 19.2.22; Blick, 8.3.22; AZ, Blick, NZZ, 9.3.22; AZ, Blick, NZZ, 10.3.22; AZ, Blick, NZZ, TA, 23.3.22; SoZ, 27.3.22; TA, 12.4.22; Blick, 13.4.22; AZ, Blick, 14.4.22; Blick, NZZ, TA, 16.4.22; So-Bli, SoZ, 17.4.22